

*Les vraies places de la France*¹

Guillaume Gaulier, CEPII

La presse s'est largement fait l'écho des résultats d'une étude de l'agence statistique européenne, Eurostat, portant sur les comparaisons de PIB par habitant en Europe. Le classement établi montrait, entre autres, la piètre performance de l'économie française qui ne se situerait en 2000 qu'au 12^{ème} rang européen, dépassée par nombre de ses voisins, dont le Royaume-Uni.

Dans la mesure où ces résultats étonnants voire inquiétants donnent lieu à de nombreux commentaires, il convient d'en discuter la pertinence.

Les comparaisons internationales de niveaux de vie nécessitent un traitement adéquat des différences de prix dans l'espace : pour mesurer l'écart entre le Danemark et le Portugal il faut tenir compte du coût de la vie plus élevé dans le premier pays. Pour résoudre le problème des différences de pouvoir d'achat, on a l'habitude de calculer des taux de parité de pouvoir d'achat (PPA) à partir de relevés de prix de « paniers » de biens et services censés être identiques. Les multiples choix de méthodes et de sources statistiques qui sont faits alors jouent largement sur les résultats. Pour ne citer que deux sources alternatives à celle d'Eurostat et de l'OCDE (les deux organisations font partie du même projet de comparaisons internationales), la France apparaît en 5^{ème} position des pays de l'Union européenne en 2000 selon le CEPII et en 9^{ème} selon le classement de la Banque mondiale.

Ces désaccords révèlent la difficulté des comparaisons internationales de niveaux de PIB, mais plus encore, dans le cas des pays européens, la convergence de leurs PIB par habitant. Globalement, si on exclut le riche Luxembourg (dont une part très significative de la richesse est produite par des non-résidents, et dont la production de services bancaires se prête mal à l'évaluation) et, à l'opposé, la Grèce, le Portugal et l'Espagne, les écarts séparant les pays européens sont désormais très faibles (l'écart moyen est d'environ 6%). Il faut d'ailleurs se réjouir de ce phénomène de convergence, qui reste à achever pour les pays du Sud de l'Europe.

Dès maintenant on peut considérer que les écarts à la moyenne sont, pour les deux tiers des pays européens, dont la France, du même ordre de grandeur que les marges d'erreur (entre 5 et 10%). Quand les niveaux sont aussi resserrés, les rangs n'apportent plus d'information pertinente : de 1997 à 1999, la France perd deux places dans le classement de la Banque mondiale (en seulement deux années l'Irlande passe de la 9^{ème} à la 2^{ème} place, la Finlande de la 12^{ème} à la 8^{ème} place) alors même que notre pays a une croissance supérieure à la moyenne européenne comme à celle des trois autres grands pays européens.

Mais revenons aux chiffres d'Eurostat. C'est par une funeste journée de 1999, dans un bureau du Grand Duché du Luxembourg, que la France (y compris les départements d'outre-mer à partir de 1998) a soudainement perdu 5 places dans le classement européen. Alors que dans le bulletin statistique publié en 1999 la France se situait, pour l'année 1998, au niveau 104,7 (UE=100), elle n'était plus, dans le bulletin équivalent publié en 2000, qu'à l'indice 98,8 (99 après la dernière révision). A l'origine de cette dégradation on trouve les révisions des sources nationales liées à la mise en place du nouveau système de comptabilité européen, mais surtout la révision du prix de la construction français, qui bondit de près de 50%. Alors qu'on les croyait relativement bon marché, les prix de ce secteur apparaissent désormais largement supérieurs à la moyenne européenne. Le pouvoir d'achat français s'en trouve fatalement diminué.

¹ Article paru dans *Les Echos* du 1^{er} février 2002.

Alors la France est-elle 5^{ème}, 7^{ème} ou 12^{ème} ? On ne le sait pas réellement, et finalement peu importe : la plupart des pays européens courent en peloton, le chronomètre n'est pas assez précis pour les départager. Plus préoccupante peut-être est la dégradation de la position collective des pays européens par rapport aux Etats-Unis dans la seconde partie des années 90. Les différences de méthodes utilisées de part et d'autre de l'Atlantique expliquent cependant une part du différentiel de croissance enregistré (les statisticiens américains valorisent plus dans le PIB l'augmentation de la qualité des biens et services).

Certains commentateurs ont utilisé les chiffres publiés par Eurostat pour établir un sombre tableau de la situation française. Pourtant, les performances de croissance de la France sont (sur les deux dernières décennies) proches de la moyenne européenne, naturellement moins bonnes que celles de l'Irlande qui réalisait son rattrapage et que d'autres pays en retard (Portugal, Espagne), sensiblement les mêmes que celles de l'Allemagne (même une fois pris en compte l'effet mécanique de la réunification) ou de l'Italie notamment. Dans la dernière période (1998-2001), la France fait mieux que tous ses grands voisins : trois années de croissance à un rythme moyen supérieur à 3% sont suivies d'un ralentissement en 2001 moins sensible que dans le reste de l'Union. Il n'y a pas de "recul" français (voir l'article de Michel Godet dans *Le Monde* du 15 janvier) selon les chiffres du PIB (ou du PIB par tête), même si toutes les périodes n'ont pas été glorieuses (entre 1983 et 1986 la France est le pays le moins bien classé des quatre grands pays européens pour la croissance du PIB par habitant, elle ferme la marche des Quinze en 1994 et 1995).

Les classements en terme de productivité (valeur ajoutée par heure travaillée, par exemple) sont plus nettement à l'avantage de la France.

Si la France est championne de la productivité sans l'être du revenu par habitant, c'est en raison d'un taux de participation trop bas et d'un taux de chômage encore élevé. Relever la participation et continuer à abaisser le chômage est un des défis que devra relever la société française, même si cela conduit à une baisse de la productivité apparente.

Il ne faut pas regretter le net ralentissement des gains de productivité de ces dernières années, mais plutôt voir ce phénomène comme l'enrichissement du contenu en emploi de la croissance. La France demeure très productive : dans l'industrie, mais aussi dans les services, où la faiblesse relative de l'emploi affecte parfois la qualité du service. Tout incite à ne pas remettre en cause le tournant vers une croissance plus extensive (plus d'emplois) qu'intensive (plus d'efficacité des travailleurs en place).

N'oublions pas non plus que le PIB par tête ne mesure pas le "bonheur national" : une société peut légitimement préférer tirer partie de ses gains de productivité sous forme de temps de loisirs. C'est d'ailleurs la tendance séculaire dans les économies "riches" : la baisse du temps de travail ne conduit pas à une croissance moindre, au contraire elle accompagne la hausse des revenus. Une société peut aussi valoriser particulièrement la lutte contre les inégalités ou la préservation de l'environnement, même si cela doit se faire au détriment de son PIB. Avec l'Indice de Développement Humain (IDH), les Nations Unies tentent d'enrichir la perception du développement. Aux PIB par tête, ajustés pour tenir compte de l'utilité marginale décroissante du revenu, sont ajoutées des données portant sur l'espérance de vie ainsi que l'éducation. En terme d'IDH les pays de l'Union sont, encore une fois, très proches les uns des autres. La France se classe 6^{ème} en 1999, et 13^{ème} sur 162 pays classés dans le monde.

Finalement la mesure de la "richesse" ou du succès des pays doit se faire au regard de critères multiples, éventuellement distincts selon les sociétés (les préférences étant elles-mêmes distinctes). Concernant les pays développés, le classement selon les PIB par tête continuera à ne donner qu'une information très partielle.